

tarif de 1930 que j'ai appelé un acte de folie presque incroyable :

Cette action est en contradiction flagrante avec les intérêts et les fins que nous paraissions poursuivre. Elle appauvrit quelques groupes de producteurs étrangers, nos clients, et dont nous avons, dans bien des cas, directement ou indirectement, appuyé les efforts de notre argent. Elle ferme nos marchés, en tout ou en partie, aux marchandises de fabrication américaine à l'étranger, comme quand elle interrompit le mouvement des légumes des fermes du Mexique, commandité à San-Antonio, pour les détourner à Mexico à bord du "Southern-Pacific". Par ses attaques rapides contre les industries étrangères, elle accentua la chute des débouchés de matières premières, ce dont tous les producteurs américains ont souffert, comme nos marchés du cuivre, du coton, du plomb, des peaux et des céréales. La crise industrielle a, à l'étranger, nui au crédit public de plusieurs gouvernements qui nous font la concurrence, de sorte qu'à présent nous nous demandons avec inquiétude si jamais le Brésil, l'Australie, le Mexique et l'Allemagne pourront s'acquitter de leurs dettes.

Il semblerait que depuis la publication de cet article on puisse en dire autant de la France, de l'Italie et de la Grande-Bretagne.

Plus bas, l'auteur ajoute :

Nous aimerions rechercher dans l'isolement une sécurité qui nous semble perdue.

Ces faits soulignent fortement la nécessité de respecter les préceptes de la loi économique et de se mettre en garde contre les malheurs qui menacent tous les gouvernements. Comment s'empêcher de conclure que les chefs des partis de la république voisine ont préconisé une politique contraire aux intérêts de la nation.

Pas plus tard qu'en septembre 1930, le gouvernement américain s'est engagé, en même temps que d'autres nations, à condamner le recours aux restrictions tarifaires et aux embargos. Il a apposé sa signature, après ratification, à la "Convention internationale de l'abolition des prohibitions et des restrictions sur les importations et les exportations". Voici un extrait d'une lettre du Secrétaire d'Etat des Etats-Unis à la Société des nations :

Le gouvernement américain donne son approbation à toute tentative de faciliter les relations économiques mondiales et de supprimer les mesures économiques nuisibles, et a, dans ce but signé et ratifié la Convention de l'abolition des prohibitions et des restrictions sur les importations et les exportations, et a donné sa coopération à d'autres activités internationales destinées à améliorer les conditions économiques de l'univers.

Ce geste des autorités américaines laisse croire qu'elles comprennent maintenant la fausseté des tarifs élevés qu'elles ont depuis quarante ans, et laisse espérer qu'elles entreprendront la réduction substantielle de leurs barrières douanières. Cette convention porte les signatures de la Grande-Bretagne, du

Japon, des Pays-Bas, de la Norvège et du Portugal. Reste à savoir si les Etats-Unis mettront en pratique ce qu'ils ont si solennellement approuvé et prêché.

Les rivalités industrielles et l'avidité commerciale effrénée, et non pas l'assassinat de l'archiduc d'Autriche, ont provoqué la guerre mondiale. C'est le capitalisme sans restriction et sans frein qui porte la responsabilité du problème embarrassant qui a si gravement menacé la vie économique de l'univers, la charpente sociale et même la charpente politique des états modernes. La centralisation rapide et énorme des richesses aux mains de quelques-uns a fait du capitalisme moderne une menace réelle à la stabilité politique et sociale, non seulement de quelques nations, mais de tout l'univers. Si les nations, grâce principalement au bon travail de la Société des nations, apprennent petit à petit, bien que lentement, que seules la coopération et la bonne volonté peuvent amener la paix entre elles, et si elles essaient de maintenir et d'augmenter entre elles des relations plus amicales, ainsi que le désir et la volonté continus de collaborer, il est toutefois clair que l'envie, la jalousie et la haine de l'individu pour le capitaliste n'ont pas disparu, au contraire elles se sont accentuées. La cause principale, la cause première de tout ceci, ce sont des barrières douanières toujours grandissantes, des restrictions et des interdictions commerciales toujours plus fortes qui ont provoqué la centralisation croissante de la fortune aux mains des grands capitalistes.

Le capitaliste, dans son propre intérêt et dans celui de sa fortune, ne devrait plus se montrer indifférent à la condition qu'il a lui-même créée; il devrait être le premier à proposer l'application des remèdes indiqués ou bien quelque autre solution adéquate. Les capitalistes se sont emparés des instruments de la production, du transport et de la distribution, dont le pouvoir a été centuplé par la vapeur et l'électricité. La puissance de l'argent a remplacé celle des activités intellectuelles, de la création et de la poursuite des idéals, de la culture des arts et des sciences et des préceptes de la solidarité humaine. Pour corriger ces maux plusieurs remèdes ont été indiqués, très différents les uns des autres, mais tous émanés du même motif, du même désir, je veux dire la limitation et le contrôle de la richesse de façon à libérer les masses du despotisme économique qui les assaille.

Il faut s'étonner de ce que les chefs des affaires et les capitalistes n'aient pas encore compris le caractère vraiment anormal des conditions créées par leurs richesses fabuleuses. Je me suis souvent demandé pourquoi ils avaient si longtemps manqué d'apercevoir les graves